

Opinion



Alain Bentolila

Professeur à l'université de Paris,
linguiste et auteur

■ J'appartiens à la communauté juive MAIS je revendique le droit de dénoncer la colonisation israélienne. Tu appartiens à la communauté musulmane MAIS tu as le courage d'affirmer que tu reconnais le droit à l'existence de l'État d'Israël. La citoyenneté suppose la primauté des valeurs universelles et le courage du dialogue. Cela s'apprend dès l'école avec une langue commune.

qui il est, il sera le bienvenu.' Et il ajouta avec un sourire, 'parce que c'est un homme et qu'il aura faim de pain et d'histoires'.

L'appartenance ne nous définit pas

Le fait que l'on appartienne, par un hasard heureux ou non, à un groupe qui partage certaines croyances, certaines habitudes culturelles, certains comportements et un lot d'histoires communes, ne doit donc en aucune façon effacer la singularité intellectuelle de chaque citoyen. La subordination des croyances d'appartenance à nos valeurs humanistes apparaît en effet aujourd'hui absolument essentielle car c'est elle qui permet de vivre ensemble sans pour autant trahir sa communauté, sans avoir honte de ses racines.

En bref, une appartenance ne se renie pas mais elle ne nous définit pas. J'appartiens à la communauté juive MAIS je revendique le droit de dénoncer la colonisation israélienne de la Cisjordanie; tu appartiens à la communauté musulmane MAIS tu as le courage d'affirmer que tu reconnais le droit à l'existence de l'État d'Israël; elle est catholique MAIS elle se bat pour le droit à l'avortement. Tout citoyen de quelle que nationalité qu'il soit doit ainsi avoir la capacité d'analyser avec objectivité, profondeur historique et humanisme une situation dans toute sa complexité en refusant que quiconque, au nom d'une appartenance commune, puisse lui imposer une vision tronquée et stéréotypée des réali-

tés politiques sociales et culturelles.

Une langue commune

Assumer son appartenance culturelle ou spirituelle sans que jamais elle prenne le pas sur nos valeurs universelles est l'unique façon de construire un dialogue national dans lequel chaque citoyen, dans sa singularité, contribue à construire l'intelligence collective. Portés par leur langue commune, tous sauront exposer et comprendre leurs arguments respectifs, sans soumission et sans haine et... ils rendront la nation un peu plus intelligente. Pour que soit affirmée pacifiquement la richesse de sa diversité, l'identité nationale doit ainsi être portée par un engagement solennel de l'École: "nul, quelle que soit sa croyance, quelle que soit sa culture, ne sera privé de la force de la parole, nul ne sera privé de la capacité de comprendre".

Pour relever le défi de la différence, la puissance de la langue commune, est en effet centrale. Fondamentalement, l'identité nationale, c'est la conscience d'appartenir à une communauté rassemblant des appartenances diverses, mais dans laquelle chaque citoyen partage une volonté de dialogue grâce à une égale maîtrise, un égal respect, un égal amour de la même langue. Afin de permettre à tous les citoyens d'une nation de ne considérer aucune différence comme infranchissable, aucune divergence comme inexplicable, aucune appartenance comme un ghetto identitaire.

OPINION

État actionnaire: sortir de l'ambiguïté pour préserver l'avenir

■ Dans un monde où de grands blocs avancent avec des stratégies à trente ans, la Belgique doit retrouver une vision assumée de ce qu'elle veut léguer aux générations futures.



Éric Domb

Entrepreneur. Fondateur et président de Pairi Daiza

Il est des sujets dont une société parle peu, non parce qu'ils seraient secondaires, mais parce qu'ils obligent à regarder plus loin que l'urgence du moment. Le rôle de l'État actionnaire est de ceux-là.

En Belgique, nous avons progressivement construit – au fil des crises, des privatisations partielles, des héritages industriels et des nécessités budgétaires – un modèle dont il devient difficile de discerner la logique profonde.

L'État demeure présent dans plusieurs secteurs essentiels: nos communications, notre énergie, notre système financier. Des services qui, au-delà de leur dimension économique, garantissent la stabilité de notre contrat social. Mais une question finit par s'imposer: lorsqu'une nation choisit de rester actionnaire d'actifs stratégiques, dans quel but le fait-elle exactement?

Protéger l'emploi? Garantir des missions de service public? Préserver une souveraineté? Percevoir des revenus? Soutenir l'innovation? Ces préoccupations sont toutes légitimes. Mais lorsqu'aucune vision cohérente ne les relie, les contradictions s'accumulent. Et l'érosion d'un outil économique n'est jamais une abstraction: elle signifie, à terme, moins de capacité à investir, moins de résilience face aux crises, une protection collective affaiblie.

Il est temps de rouvrir ce débat avec sérénité, sans idéologie et avec un peu d'humilité, face à certaines expériences étrangères. Je pense à Singapour. Non pour transposer mécaniquement un modèle – les nations ne sont pas interchangeables – mais parce que Singapour a démontré qu'un État peut être un actionnaire puissant, stable et performant sans entraver l'économie de marché.

On objectera l'autoritarisme du modèle. Ce serait passer à côté de l'essentiel. Ce qui distingue Singapour, c'est la continuité stratégique, la qualité de l'administration et la clarté du rôle assumé. L'État n'y traite pas ses participations comme des instruments tactiques soumis aux oscillations du court terme. Il cherche à rendre ses entreprises solides et compétitives – non par fascination pour le profit, mais parce qu'une entreprise forte protège mieux les emplois, investit davantage et contribue plus durablement au bien-être collectif: des écoles mieux financées, des infrastructures plus robustes, une plus grande confiance commune.

Une crise de continuité

L'Europe traverse moins une crise de talents qu'une crise de continuité. On attend trop souvent de nos grands fleurons qu'ils soient simultanément champions de la transition, garants de tous les équilibres existants et contributeurs financiers immédiats. Aucune organisation humaine ne peut durablement prospérer sous une injonction contradictoire permanente.

Le véritable enjeu n'est pas de choisir entre le marché et l'État. C'est de savoir si nous sommes encore capables de penser le long terme. Car lorsqu'un pays cesse de construire avec patience et ambition, il préserve rarement plus d'humanité. Il préserve surtout moins d'avenir.

Dans un monde où de grands blocs avancent avec des stratégies à trente ans, l'Europe – et la Belgique en particulier – doit choisir: continuer à gérer ses actifs stratégiques dans l'ambiguïté, ou retrouver une vision clairement assumée de ce qu'elle veut léguer aux générations qui viennent.